

Il faut un homme nouveau pour des pratiques nouvelles

Tribune - Edito- Ndimby A. - 30/08/10

La réunion de Vontovorona se rapproche de plus en plus d'une solution au forcing au consensus limité, sans inclusion des trois mouvances : on risque donc d'arriver à une solution de façade, peu fiable, peu durable, et peu reconnue par la communauté internationale. Certes, des tractations s'activent pour ramener l'opposition à la table des négociations pour une ultime rencontre.

Cependant, la récente condamnation de Marc Ravalomanana aux travaux forcés à perpétuité par la justice de la Haute autorité de la Transition (HAT), si justice il y a, va mettre de l'huile sur le feu et accentuer la ligne de fracture. Lors de l'émission télévisée *Hono hoa Andriamatoa Filoha* concoctée le dimanche 29 août par ses griots [1], Andry Rajoelina a eu cette phrase : « *ce qui s'est passé le 7 février doit être une leçon pour tous les dirigeants actuels et futurs. Aucun dirigeant ne doit plus utiliser les armes pour tuer ses concitoyens* ». La bouquiniste Haja et ceux qui sont morts de balles réelles à Amparibe et ailleurs lors d'opérations de répression contre les légalistes en 2009 apprécieront la sagesse et la pertinence de ces mots.

Qu'il soit précisé que je ne remets en cause ni la responsabilité de Marc Ravalomanana dans la tuerie du 7 février, ni le fait qu'il doive être jugé équitablement pour ces faits. Mais ce qui est extrêmement discutable, c'est la façon dont ce procès s'est déroulé, en fermant sciemment les yeux sur les premiers fautifs : les concepteurs, les marionnettistes et les meneurs de cette marche. Quand je pense à ce genre de manipulation tragique de foules que l'Humanité connaît dans le monde entier, je me remémore certains mots du poème « Si » de Kipling : « paroles (...) des gueux pour exciter des sots ».

Comment admettre que le procès qui vient de se clore soit considéré juste, alors qu'il nie la part de responsabilité de ceux n'ont eu aucun scrupule pour amener la foule stupide, là où il le fallait et quand il le fallait, afin de créer les œufs cassés nécessaires à l'omelette du coup d'État ? Il paraît que la foule était venue désarmée et innocente, sans intention nuisible. Je suggère que de tels arguments soient présentés aux employés et propriétaires de la RNM, de la TVM, du Géant Score, des magasins Magros, CITIC, Suprême etc., eux qui savent par expérience ce dont cette « foule pacifique » était capable.

On peut considérer l'énoncé de ce verdict contre le Président Ravalomanana de deux manières. La première est de le qualifier d'opération politique visant à empêcher son retour, et surtout sa candidature aux prochaines élections. Dans un contexte de prudence requise par le règne actuel de l'arbitraire, nous nous garderons bien de critiquer une décision de la Justice malgache, qui bien entendu est selon la notoriété publique un modèle de neutralité, d'impartialité et d'incorruptibilité. Mais nous rappelons à toutes fins utiles que même le Syndicat des magistrats de Madagascar (S.M.M.) a mis clairement en cause la politisation de la justice sous la ministre actuelle à plusieurs reprises : septembre 2009 et mai 2010. [...] Et par rapport à ces promesses d'indépendance jamais réalisées, on peut d'ailleurs légitimement ricaner en évoquant le limogeage sans scrupules de Noro Robinson de la présidence du Conseil d'Etat, institution qui commençait à montrer trop d'indépendance vis à vis du régime actuel dans ses décisions.

Cependant, sans doute l'ancien Président devrait-il méditer ces paroles de Confucius : « *Ce que tu ne souhaites pas pour toi, ne l'étends pas aux autres* ». Car la seconde réaction possible est de se dire que de toutes façons, la HAT ne fait que rendre à Marc Ravalomanana la monnaie de la pièce qu'il a octroyée à ses adversaires politiques de 2002, et qu'il ne devrait donc pas se plaindre. Procès de hauts responsables sans Haute cour de justice, accusations et verdicts sur mesure à la tête du client : la HAT ne ferait donc que suivre les traces du régime précédent. Mais là où cela serait un raisonnement curieux, c'est que ce régime hâtif veut se faire le véhicule du changement dans le pays, alors qu'il n'est donc animé que par le désir de revanche et de vengeance. Incapable de démontrer par les faits ce changement qu'il a pourtant clamé dans ses discours, il ne fait que singer les défauts et les erreurs de Marc Ravalomanana, sans pourtant être capable le moins du monde de copier ses qualités et réussite. À ceux qui ont soutenu ce régime aux premières heures du coup d'État, en espérant naïvement qu'il avait la volonté et la capacité d'apporter le changement, et qui ont ensuite perdu quelque chose, l'emploi, l'espoir ou plus précieux encore, deux seuls mots : bien fait.

Escopol : la grande illusion ?

L'Espace de concertation des partis politiques (Escopol) tente de maintenant de convaincre que la crise actuelle est une crise politique, et que c'est donc aux politiciens et non à la société civile de la résoudre. Entendre par là de se partager les sièges. L'Escopol qui n'est qu'une machine créée par les politiciens pour contrer la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile (CNOSC) est donc plus un sujet d'inquiétude que d'espoir. En effet, la crise actuelle est une crise à cause des politiques, et on voit mal, au vu de leurs habitudes, comment ceux-ci pourraient la résoudre de façon intelligente, et d'engager la nécessaire refondation de ce pays. Ils feraient donc mieux de se faire oublier. L'idéal serait un reformatage de la classe politique malgache, au sens informatique du terme.

L'Accord alibi signé dernièrement à Ivato est censé, aux yeux de ses initiateurs, refléter l'union sacrée de la classe politique pour engager le véritable changement à Madagascar. On notera déjà que beaucoup de signataires ont trainé et trôné dans les couloirs de tous les régimes qui se sont succédé depuis le retour à l'Indépendance, avec la même inefficacité et absence de performance. À part une quinzaine de politiciens ayant un passé électoral éloquent et adossés à un parti ayant au moins une envergure régionale, l'Escopol est d'abord et avant tout un ramassis de groupuscules insignifiants, encadrés par les faiseurs de crise professionnels à la grande gueule et aux gros bras.

Il n'y donc pas d'hommes nouveaux d'envergure. Comment pourrait-on alors espérer qu'il y ait du changement dans les mentalités, et donc dans les mœurs et les pratiques politiques ? Encore une fois, on n'a jamais vu de vieilles planches faire de nouveaux meubles. Or, ce sont plus ou moins les mêmes politiciens médiocres (et malfaisants, à part quelques rares exceptions) que l'on voit au sein de la HAT ou de l'Escopol, tout comme on les a vus au sein du FNDR et du MMSM avec Ratsiraka ; des Forces Vives et de la HAE avec Zafy ; ou des KMMR et KMSB avec Ravalomanana. Sans oublier les trois mouvances actuelles.

La reconstruction de ce pays passe donc d'abord et avant tout par une reconstruction de la classe politique, qui a la prétention de parler de manière cyclique au nom du peuple et du fameux Intérêt supérieur de la Nation (ISN), alors qu'elle est la première à avoir beaucoup à apprendre en matière d'éthique, de probité et de patriotisme. On peut donc raisonnablement se méfier de l'Escopol dans sa configuration actuelle, qui va tout faire pour imposer la poudre aux yeux habituelle : faire croire qu'après l'espoir de 1960, puis les crises politiques de 1972, 1991, 1996 (empêchement du Président Zafy), 2002 et 2009, cette fois-ci serait enfin la bonne occasion de mettre Madagascar sur les rails. En attendant sans doute la prochaine crise, menée par un autre révolutionnaire, mais soutenu par les mêmes personnes qui tiendront les mêmes promesses.

Le changement ne se décrète pas

Toute révolution ou coup d'Etat se fait systématiquement au nom de la lutte pour certaines valeurs et pour une amélioration de la situation présente. Démocratie, bonne gouvernance, liberté d'entreprendre, indépendance de la justice, liberté de la presse : autant d'idéaux qui ont bon dos dans la panoplie de tout révolutionnaire. On a entendu cela sur la Place du 13 mai en 1972, en 1991, en 2002, puis en 2009. Et si les discours (et les crises) sont si récurrents, c'est donc que depuis 1972, personne n'a su réaliser les promesses ronflantes.

On a déjà vu plus haut ce qu'il en est de l'indépendance de la Justice. Les promesses non résolues deviennent des mensonges, et cela se vérifie sur les autres thématiques entendues sur la Place du 13 mai.

Démocratie. L'accès de l'opposition à la Place de la Démocratie y est-il libre comme promis lors de son inauguration ?

Liberté de la presse. Andry Rajoelina a prétexté la fermeture de sa station radio par le régime Ravalomanana pour initier son coup d'État. Alors pourquoi lui-même fera fermer des radios proches des légalistes et emprisonner plusieurs journalistes ? Et pourquoi l'audiovisuel public est-il toujours aussi hermétique pour l'opposition ?

Liberté d'entreprendre. Pourquoi la HAT a forcé les pétroliers à renoncer à la hausse des tarifs requise par leurs calculs de rentabilité ?

On pourra continuer cette liste indéfiniment pour démontrer qu'à Madagascar, les opposants une fois parvenus au pouvoir ne font que répéter les errements de leurs prédécesseurs : à Madagascar plus qu'ailleurs, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Comme disait Winston Churchill, la qualité d'un politicien, « *c'est la capacité de prédire ce qui va arriver demain, le mois prochain, et l'année prochaine – et, après, d'expliquer pourquoi cela ne s'est pas passé* ».

Certes, cette versatilité par rapport aux engagements pris pourrait aussi être reprochée à Marc Ravalomanana, qui a eu les mêmes *leitmotivs* et les mêmes promesses que Andry Rajoelina en matière de démocratie, de liberté de la presse, de bonne gouvernance ou de liberté d'entreprendre. Si ces promesses avaient été tenues, on n'en serait sans doute pas là. Mais encore une fois, il n'y a aucun intérêt à s'appesantir sur les abus de quelqu'un qui n'est plus au pouvoir.

Il est important de rappeler ces grands écarts entre les mots et les actes du régime hâtif, au moment où il y a des tentatives somme toute méritoires de recherche de sortie de crise. Mais cette fois-ci, va-t-on reconstruire au-delà du paraître des beaux discours et du replâtrage de façade ? [...] En attendant, comment croire que ces gens-là de la classe politique actuelle puissent être les vecteurs du renouveau ?

On ne change pas un pays juste en changeant le numéro de sa République : prononcer de façon incantatoire le mot « Quatrième » comme la solution miracle n'est qu'une affabulation. On ne change pas un pays juste en changeant les hommes qui le dirigent. On ne change pas un pays juste en modifiant les institutions, la Constitution et les lois : tant que la mentalité des hommes qui composent les unes et font appliquer les autres ne changera pas, aucune modification de l'écrit n'entraînera d'évolution du vécu.

Qu'il y a-t-il donc à attendre de la classe politique actuelle ? La nécessité d'hommes nouveaux s'impose donc de plus en plus, tant pour la Transition actuelle que pour les 50 prochaines années. Des gens qui aient un minimum de sens de l'État et des affaires publiques, dont le cursus académique et professionnel plaide pour la crédibilité nationale et internationale, qui se refuseront à mettre le pays en coupe réglée au profit de leurs camps et de leurs sponsors, et qui comprennent que la vie de la Nation est trop sacrée pour qu'on puisse faire des *remix* assassins. Qui va alors croire que l'Escopol aie cela en stock, et encore moins en vitrine ?

Notes

[1] Les pseudo- « questions spontanées » posées lors de cette émission par des citoyens bien choisis et qui ont bien appris par cœur ce que les communicateurs leur ont soufflé me rappelle le contenu de la séquence humoristique du médiateur Jean-Luc Lemoine de l'émission On n'est pas couché avec Laurent Ruquier.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Il-faut-un-homme-nouveau-pour-des.14624.html>